

## La GIPA (Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat) pour 2009 et 2010

L'indemnité de Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) est reconduite en 2009 et 2010.

### Un petit rappel : qu'est-ce que la GIPA ?

La GIPA est un mécanisme de rattrapage salarial se traduisant par le versement d'une prime annuelle aux agents fonctionnaires et contractuels dont la rémunération a progressé plus faiblement que l'inflation sur une période de référence de quatre ans.

*En pratique, il suffit d'avoir eu un avancement pour être exclu du bénéfice de la GIPA. Le dispositif fait donc payer par l'agent l'évolution des prix au détriment de sa carrière.*

La période de référence est fixée du 31 décembre 2004 au 31 décembre 2008 pour 2009 et du 31 décembre 2005 au 31 décembre 2009 pour 2010.

Le taux de l'inflation pris en compte pour le calcul en 2009 = +7,9 %.  
 (voir Arrêté du 20 mai 2009 fixant les éléments à prendre en compte pour le calcul de l'indemnité dite de garantie individuelle du pouvoir d'achat au titre de 2009).

L'indemnité est fonction de chaque cas mais à titre d'exemple elle représente :

- 1 476,82 € pour un certifié, PE, PLP, PEPS resté au 11<sup>ème</sup> échelon (ou un CE d'EPS ou un PEGC au 6<sup>ème</sup> de la hors classe),
- 1 155,87 € pour un instituteur au 11<sup>ème</sup> échelon,
- 1 211,98 € pour un PEGC ou un CE d'EPS au 11<sup>ème</sup> échelon de la classe normale,
- 1 842,66 € pour un agrégé au 11<sup>ème</sup> échelon.

Par contre, dès lors que l'agent a changé d'échelon au cours de ces 4 ans, il ne peut prétendre à la moindre indemnité.

Quoiqu'il en soit, et même si les collègues concernés prendront avec plaisir ce plus financier, ça n'est pas cela que le SE-UNSA appelle une vraie revendication des salaires, pour tous !

Concernant les modalités (notamment la date de versement), nous n'avons pas encore connaissance de ces dernières. Nous vous tiendrons informés dès que nous aurons ces précisions.

### Dois-je valider mes services de non titulaire ?

Dès votre installation, vous pouvez faire valider les services antérieurs de non-titulaire dans la Fonction Publique (d'Etat ou territoriale). Cette validation consiste à payer l'équivalent des retenues que l'on aurait eues si ces services avaient été des services de fonctionnaire : c'est le "rachat des années". Ces services pourront alors être pris en compte au moment de la retraite.

L'administration peut vous proposer un paiement échelonné qui ne peut excéder 5 % du traitement mensuel.

La demande doit être faite dans un délai de deux ans suivant la titularisation. Elle n'est pas obligatoire.

Faire valider ses services dès sa titularisation représente la situation la plus avantageuse. En effet, la somme à verser se calcule sur la base du traitement au moment de la demande.

Le dossier est à demander au secrétariat de votre établissement.

Une fois validés, ces services entrent de plein droit dans l'ancienneté générale de service (AGS) permettant le calcul du droit à pension.

### Je suis affecté sur un poste à complément de service, est-ce que j'ai droit à une décharge de service ?

*Un collègue affecté sur deux établissements dans deux communes non limitrophes bénéficie d'une réduction de service d'une heure ou se verra attribuer une HSA.*

Concernant les PLP, pour que cette réduction de service soit accordée, il suffit que les deux établissements soient dans deux communes différentes (Décret n°2000-753 du 1<sup>er</sup> août 2000, article 1<sup>er</sup>, portant modification du statut particulier des professeurs de lycée professionnel).

### **SESSION 2010**

#### **CONCOURS DU SECOND DEGRE (B.O. spécial n°7 du 16 juillet 2009)**

Ouverture des inscriptions pour tous les concours :

**Jeudi 10 septembre 2009**

Fermeture du serveur d'inscription :

**Mardi 20 octobre 2009 à 17 heures**

Dossier d'inscription à retourner

**avant le lundi 16 novembre 2009 à minuit.**

Adresse Internet : **www.education.gouv.fr/siac2**

Pour tout renseignement, veuillez consulter  
 le BO spécial n°7 du 16 juillet 2009.

Pour les programmes des différents concours, la nature des épreuves, les rapports des jurys des années précédentes, consultez [www.education.gouv.fr/recrutement](http://www.education.gouv.fr/recrutement)